

Entretien d'Europe

n°49

13 septembre 2010



Les enjeux des élections législatives suédoises du 19 septembre. Entretien avec Göran LENNMARKER, Membre du Parlement suédois, président de la Commission des Affaires étrangères

1. Le scrutin du 19 septembre s'annonce serré. Qu'est-ce qui distinguent fondamentalement les programmes de la droite et de la gauche en Suède ? Observe-t-on des différences de fond sur des sujets tels que l'État-Providence, l'immigration ou concernant la politique étrangère ?

Les élections législatives du 19 septembre s'annoncent très serrées. Les différences fondamentales des partis en compétition concernent en particulier l'idéologie et la direction à suivre en matière d'économie et de finances publiques

En bref, les Suédois sont amenés à choisir cette année entre poursuivre la nouvelle orientation engagée par le parti Moderate et ses alliés (Alliance), dans laquelle l'emploi et la croissance tant du secteur privé que de l'État providence ont obtenu des avancées remarquées, ou revenir au vieux modèle d'État centralisé qui réintroduit comme outil majeur du traitement du chômage les aides sociales et les subventions.

L'État providence est, et a toujours été, d'une grande importance dans la politique suédoise. Les récents débats ne portent pas sur son existence mais plutôt sur sa gestion.

Durant cette législature, l'Alliance a offert la possibilité à des acteurs extérieurs comme les écoles privées et les soins privés de proposer leurs services financés par de l'argent public.

Exceptionnellement, la politique étrangère a une

influence dans cette campagne. L'opposition de gauche a bel et bien pris un virage à gauche, puisque les idées communistes sont de retour. L'antiaméricanisme et l'antimilitarisme du parti de la Gauche (Vp) ont gagné du terrain au sein de la coalition d'opposition verte-rouge.

2. En matière européenne, une éventuelle victoire de la gauche, que l'on dit traditionnellement moins favorable à l'UE, pourrait-elle provoquer un moindre engagement de la Suède sur les questions européennes (participation aux opérations extérieures de l'UE, discussions sur l'entrée de la Suède dans la zone Euro..) ?

La gauche et les Verts sont traditionnellement des partis anti-européens. S'ils gagnent les élections, la contribution suédoise au sein de l'Union européenne s'en trouverait réduite considérablement. A ce jour, la coalition rouge-verte n'a pas été encore capable de présenter un programme politique approfondi sur ces sujets. Il est probable qu'un gouvernement de gauche compliquerait la coopération européenne sur des sujets comme, en particulier, les opérations militaires communes, voire même une possible introduction de l'euro en Suède.

3. Comment jugez-vous le bilan des forces de l'Alliance (coalition de droite) au pouvoir depuis 4 ans ? La forte reprise de l'activité économique

(+4,5% en 2010, +4% annoncés pour 2011) va-t-elle favoriser leur réélection ?

Dans les derniers sondages, nous pouvons constater que l'Alliance possède jusqu'à présent un avantage. Il semble aussi que l'opinion publique a une profonde confiance dans la manière dont le gouvernement gère les finances publiques. Parmi plusieurs organisations internationales, le FMI a félicité la Suède pour la façon dont la Suède a abordé la crise financière qui s'était sur le monde récemment.

Le fait que la Suède n'a pas été affectée par la crise d'une manière aussi grave que certains de ses voisins, influera probablement le résultat.

Même si on doit être quelque peu prudent en prenant cela en considération car beaucoup de personnes reprochent au gouvernement la réduction de leur situation économique.

4. Pensez-vous que tous les partis de l'Alliance, et notamment le Parti du centre et les Chrétiens-démocrate, passeront la barre des 4% des suffrages exprimés obligatoires pour être représentés au Parlement le 19 septembre prochain ?

Les élections peuvent réserver quelques surprises. Les petits partis ont tendance à gagner plus de voix que les sondages semblaient le prévoir. C'est le cas des plus petits partis du centre droit, comme de la gauche et des verts.

Le parti des Démocrates Suédois, qui est contre l'immigration, peut peut-être dépasser le seuil de 4% nécessaire pour entrer au Parlement. Nous avons, cependant, assisté à plusieurs changements dans le comportement électoral des Suédois. La loyauté envers les parties diminue et les électeurs, peut-être surtout les jeunes, ont tendance à soutenir des questions spécifiques. C'est probablement le cas du soutien accru en faveur du parti vert (MP).

Par ailleurs, presque 20% des électeurs, ne savent toujours pas, à ce jour, pour quel parti ils voteront.

5. Si aucune des deux coalitions ne parvient à atteindre la majorité absolue, un gouvernement**minoritaire pourrait-il être formé ? serait-il viable ? ou alors une grande coalition ?**

L'Alliance possède la majorité au Parlement, mais la pratique des gouvernements minoritaires a été la règle pendant si longtemps. Il n'est pas inimaginable que cela pourrait être encore le cas si aucune coalition n'arrivait à obtenir la majorité absolue.

Les deux coalitions ont annoncé qu'elles ne coopéreraient pas avec le parti des Démocrates suédois.

Depuis que l'opposition verte rouge est devenue plutôt variée, il est possible que le parti vert, qui n'est associé idéologiquement à aucun bord, pourrait gagner de l'influence si les électeurs votent en fonction d'intérêts spécifiques.

6. L'unité de la gauche face à la droite traditionnellement beaucoup plus fragmentée est-elle un atout pour la gauche ? Pensez-vous, à l'instar de Carl Bildt, Ministre des Affaires étrangères, que la victoire des sociaux-démocrates ouvrirait la perspective d'une entrée de la gauche ex-communiste au gouvernement et provoquerait un gouvernement désuni et une Suède affaiblie ? Ce scénario vous paraît-il plausible ?

Un gouvernement gauche-vert serait probablement un gouvernement plutôt éclaté.

Nous avons vu les tendances du parti vert à rechercher toute collaboration possible partout où leurs buts sont les mieux reçus

Le parti de gauche ne s'est pas encore réconcilié avec son passé communiste, et une politique anti-européenne et anti-américaine entrerait probablement en collision avec les ambitions du parti social-démocrate. Cela compromettrait sans aucun doute les bases créées par Mr Carl Bildt et quelques autres pour faire de la Suède un acteur crédible sur la scène extérieure.

7. Quel scénario peut-on envisager, selon vous, concernant le parti des Démocrates suédois (Extrême droite) ? A-t-il une chance de faire son entrée au Parlement ? Peut-il se retrouver en position d'arbitre au cas où ni les partis de

l'Alliance, ni les forces de gauche n'obtiennent la majorité au Parlement ? Le cas échéant, le centre-droit acceptera-t-il de gouverner avec leur soutien ?

La réponse à votre question se trouvent dans mes réponses aux questions précédentes (question 5 ndlr).

Auteur : Göran LENNMARKER

Homme politique suédois, Membre du Parlement suédois,
président de la Commission des Affaires étrangères
du Parlement.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

Entretien d'Europe avec Arnaud Danjean: le développement de la politique de défense de l'Union européenne – Entretien d'Europe n°48- 06/09/2010 – Arnaud Danjean

Pour un fédéralisme budgétaire dans la zone euro – Question d'Europe n°178 – 19/07/2010 - Franck Lirzin

Élections législatives en Suède, Le point à une semaine du scrutin – J-7 – 19 septembre 2010

Pour l'Europe - Cinquième Edition - Nagel - Mai 2010

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.